

La voix des sans voix

■ Si on parle de respect des droits de l'homme, l'enjeu, c'est la reconnaissance par tous de l'égale dignité de chacun. Et à cet égard, des progrès à réaliser restent substantiels, y compris en Belgique.

Georges de Kerchove

Membre de l'équipe nationale ATD Quart Monde
Belgique

Respecter les droits de l'homme, c'est respecter l'homme.

L'autre jour, on me posait la question : en Belgique, les droits humains sont-ils mieux respectés aujourd'hui ? Par rapport à d'autres pays, ne faisons-nous pas partie des bons élèves ? Franchement, ces questions ne riment pas à grand-chose... Comme si on pouvait quantifier leur respect, alors qu'il s'agit d'une démarche toujours à faire. Et puis les droits humains ne forment pas seulement un tout indivisible, ils sont de partout.

A ce titre, est particulièrement hypocrite la politique de l'Europe qui se targue d'être bonne élève mais qui, en le finançant, confie à des pays tiers le soin de gérer le refoulement des migrants hors de ses frontières. A vrai dire, au nom de son confort, elle charge les autres du sale boulot et favorise ainsi la résurgence de l'esclavage en Libye.

Si on parle de respect des droits de l'homme, l'enjeu, c'est le respect de l'homme qui repose sur la reconnaissance par tous de l'égale dignité de chacun. A cet égard, les progrès à réaliser restent substantiels, en particulier dans notre pays qui pourtant dispose des moyens pour réaliser cet idéal.

Ici comme ailleurs, la voix des plus vulnérables demeure inaudible dans le débat public. On ne les entend pas, ou à peine, même si formellement rien

ne les empêche de s'exprimer. Leur voix ne fait pas le poids face aux raisonnements bien ficelés de ceux qui maîtrisent le savoir et qui souvent cumulent également le pouvoir. Ils finissent par se persuader qu'ils n'ont effectivement pas à contribuer à ce débat et le pire, c'est que leur silence passe inaperçu. Leur expérience et leur réflexion seraient alors inutiles, et leur existence superflue. C'est alors que la boucle se referme, on en vient à les considérer comme des freins au progrès de nos sociétés parce qu'ils seraient à sa traîne. On en vient à les voir comme des profiteurs et des tricheurs potentiels qu'il faut contrôler, parfois même au prix d'une intrusion dans leur vie privée.

Des exemples récents ? Dans sa déclaration gouvernementale d'octobre 2016, le Premier ministre citait Nelson Mandela : *"Vaincre la pauvreté n'est pas un geste de charité, c'est un acte de justice, il s'agit de protéger les droits humains fondamentaux, le droit de vivre dans la dignité, libre et décemment."* Malgré cette déclaration, le montant des minima sociaux reste largement inférieur au seuil de pauvreté et ne permet pas de mener une vie conforme à la dignité humaine. De plus, ce montant varie selon qu'on est isolé, cohabitant ou chef de ménage. Ici encore le bât blesse : on en vient à exercer des contrôles de plus en plus

étroits au risque de bafouer tant le droit de vivre en famille que le droit à la vie privée.

Soyons clairs, seule une sécurité d'existence liée à la personne, ou en d'autres termes, l'individualisation des transferts sociaux permettrait d'éviter cette dérive. C'est ce que réclament en vain les citoyens les plus vulnérables. Vivre dans la dignité, c'est pouvoir disposer d'un logement convenable et la première responsabilité d'un Etat est d'assurer à chacun de ses habitants un logement. Notre pays qui en a les moyens, n'en a pas la volonté politique. Ici encore, il fait la sourde oreille à la demande de ceux qui vivent dans la précarité : pas d'expulsion sans relogement. Que du contraire, on parle de criminaliser les locataires mauvais payeurs assimilés à des griveleurs.

Par ailleurs, mendier devient une incivilité qui incommode et plusieurs villes du pays en arrivent à réglementer la chasse aux mendiants. Nelson Mandela savait pour l'avoir éprouvé dans sa chair que la discrimination raciale porte atteinte à la dignité humaine. La discrimination sociale qui viole les droits humains fait autant de ravages, et le sort réservé aux migrants sans existence légale relève de la même violence.

A nous de nous mobiliser pour que tous les êtres humains soient respectés. Partout.